

Les Français ne travaillent pas assez (et n'en ont cure !)

TRIBUNE. Inspiré par de récentes publications économiques, Klaus Kinzler brosse le portrait d'une France qui devrait travailler davantage pour enrayer son déclin.

Par Klaus Kinzler*

Publié le 09/10/2024 à 08h30



En France, seul un « sénior » sur deux occupe un emploi, contre plus de 7 sur 10 aux Pays-Bas et en Suède. © Romain Doucelin/Sipa

Le mois de septembre a apporté dans les librairies deux publications économiques incontournables. La première est [le nouveau livre de Jacques de Larosière](#), ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et ancien gouverneur de la Banque de France. Son titre : *Le déclin français est-il réversible ?* (Odile Jacob). La seconde est le dernier numéro de la prestigieuse revue *Commentaire*, consacré à la situation économique.

En l'occurrence, il s'agit de quatre articles d'une grande richesse, écrits dans une langue claire et accessible au non-spécialiste. Leurs titres en disent long sur ce qui préoccupe les auteurs, tous économistes de renommée internationale : *Endettement de la France : l'aveuglement*, de Patrick Careil ; *Le Décrochage français*, de Félix Torres et Michel Hau ; *Les trois singes et les finances publiques*, de Jean-Pascal Beaufret ; et *L'Économie française telle qu'elle est*, de Cédric Argenton.

Au moment où la politique française continue à vivre dans un monde parallèle, c'est avec bonheur que l'on découvre l'étude de Cédric Argenton. L'auteur compare les réalités françaises à celles de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède, de l'Italie et de l'Espagne. Pour simplifier, la France se trouve aujourd'hui confrontée à deux problèmes majeurs qu'elle doit absolument résoudre si elle veut retrouver sa souveraineté financière et regagner sa place parmi les pays les plus prospères de l'Union européenne : la « sous-productivité de la dépense publique », d'un côté, et le « sous-emploi » de sa population, de l'autre. C'est ce deuxième point qui nous intéresse ici.

Le taux d'emploi, un indicateur incontournable

À partir du PIB par habitant, la mesure conventionnelle de la richesse économique, Cédric Argenton arrive à un premier constat : « La France n'appartient plus au peloton de tête des économies les plus riches. » Elle arrive, en 2024, à la 15^e place du classement des pays européens. L'Allemagne et les Pays-Bas nous devançant désormais de respectivement 15 et 29 %. Quelles sont les raisons de ce déclin ? Les Français travaillent moins.

Le travailleur français en tant qu'individu n'est pas ici en cause : son sous-travail est réel, mais pas massif. Le vrai problème est la population française qui, collectivement, travaille moins, nettement moins que celles du nord de l'Europe. Notre taux d'emploi – qui est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler – est nettement plus bas qu'ailleurs.

En 2022, la France comptait 42 millions de personnes en âge de travailler (entre 15 et 64 ans). La population active (salariés plus chômeurs) s'élevait à 30,5 millions, dont 26,8 millions de personnes détentrices d'un emploi

et 2,8 millions de demandeurs d'emploi, selon l'Insee. Le taux d'emploi se situait donc autour de 67 %, selon l'OCDE.

Les Français seraient sans doute curieux d'apprendre qu'en Europe, les pays les plus riches sont ceux qui ont les taux d'emploi les plus élevés. On trouve en haut du tableau les Pays-Bas (taux d'emploi : 80,3 % ; PIB par habitant : 70 861 \$) et l'Allemagne (75,6 % pour 63 522 \$), suivis de loin par la France (67,2 % pour 54 989 \$), l'Italie (54,2 % pour 52 803 \$) et l'Espagne (53,1 % pour 46 491 \$). « *No pain, no gain* »...

Trop de séniors à la retraite

L'écart entre le taux d'emploi français et celui de ses voisins du nord est encore plus marqué aux deux extrémités de la vie active. Pour les séniors (55-64 ans), en 2022, seule une personne sur deux occupe un emploi en France et dans les pays du Sud. Quel contraste avec les pays du Nord, où le taux d'emploi dans cette tranche d'âge atteint 73,3 % aux Pays-Bas et 77 % en Suède ! La zone euro nous devance avec, en moyenne, un taux d'emploi de 6 points supérieur au nôtre.

Avec l'Italie, la France est, sur ce point, une exception dans le monde développé. Cédric Argenton

Il est probable que cette série de chiffres ne fasse ni chaud ni froid aux Français moyens. Ils sont fiers de leurs acquis sociaux et certains parmi eux semblent avoir comme unique horizon de bonheur le jour où ils prendront la retraite. « Ce n'est que justice si nous partons à la retraite tant que nous sommes encore en bonne santé ! » affirment-ils. C'est un point de vue comme un autre, et c'est surtout un choix. « Notre pays a clairement fait le choix de sortir une grande partie des adultes encore productifs de la population active : ceux-ci ne contribuent plus à la production et vivent des transferts des autres actifs ou des revenus procurés par la détention du capital. Avec l'Italie, la France est, sur ce point, une exception dans le monde développé et en Europe », explique l'économiste Cédric Argenton.

Trop de jeunes « désœuvrés »

Concernant les jeunes de 15-24 ans, le tableau n'est pas moins catastrophique, quoique pour des raisons différentes. Tandis qu'en France, le taux d'emploi dans cette tranche de la population se situe à 34,9 %, il est de 50,5 % en Allemagne et de 75,5 % aux Pays-Bas. Cela ne serait pas un problème si nos jeunes inactifs se trouvaient tous en formation. Malheureusement, cela semble loin d'être le cas. Pour y voir clair, les économistes calculent la fraction d'une classe d'âge qui ne se trouve « ni en emploi, ni à l'école, ni en formation professionnelle ». Ces jeunes portent le joli nom de « NEET » (*not in employment, education or training*). Leur taux est une mesure fidèle de la « jeunesse désœuvrée ».

Les chiffres fournis par l'OCDE sont sans appel. Tandis qu'aux Pays-Bas et en Allemagne, seuls 4,3 % et 8,9 % des jeunes de 20-24 ans de la cohorte sont « désœuvrés », ce taux atteint des niveaux vertigineux dans le sud de l'Europe. En France, il s'élève à 16,7 %, ce qui, en bon français, signifie qu'un jeune sur six se trouve dans la nature. Seules l'Espagne (un sur cinq) et l'Italie (un sur quatre) font pire.

Un chômage structurel loin d'être résorbé

Parmi les perceptions erronées des Français sur la situation réelle du pays figure celle qui concerne le chômage. Ils sont nombreux à penser qu'il s'agit là d'un problème réglé. En réalité, comparé à la moyenne européenne, le taux de chômage français reste très élevé – et structurel : 7,3 % contre 3,5 % aux Pays-Bas et 3,1 % en Allemagne. C'est du simple au double, et un score supérieur de 50 % à la moyenne des 27 pays de l'OCDE.

Enfin, si le chômage en général représente un poids psychologique difficile à porter pour ceux qui le subissent, il a également un coût pour les finances publiques. La France dépense chaque année 81 milliards d'euros (2,8 % de son PIB) en faveur du chômage – un record au sein de l'OCDE –, tandis que l'Allemagne (0,8 %), les Pays-Bas (0,8 %) et la Suède (0,3 %) n'y consacrent qu'une fraction de leur PIB.

Tout ceci montre que « la France a collectivement retranché une part importante de sa population de l'activité ». Le coût du sous-emploi qui en résulte est exorbitant. Il se traduit d'une part par des dépenses publiques « anormalement élevées » en faveur du chômage. Il se traduit d'autre part par le surpoids des prestations de retraite : 14,5 % de son PIB (362 milliards) pour la France, contre 10,3 % pour l'Allemagne, 4,9 % pour les

Pays-Bas, 6,9 % pour la Suède. « La société française a fait le choix de massivement subventionner les générations actuellement âgées », note Cédric Argenton, avec un zeste de sarcasme. Quant aux générations qui seront âgées à l'avenir, on verra le moment venu...

Travailler plus...

Soucieux d'esquisser une sortie de la profonde crise économique actuelle, l'auteur propose une simulation : imaginons, dit-il, « quelle serait la hausse du PIB et des recettes publiques associée à des politiques qui augmenteraient de 10 points le taux d'emploi des 15-24 ans et des 55-64 ans ». Ou, en des termes moins techniques : quel serait le bénéfice pour notre économie nationale si, collectivement, nous travaillions autant que nos voisins ?

Voici sa réponse : « Un calcul approximatif montre que si la France avait le même taux d'emploi que les pays du nord de l'Europe, cela se traduirait par une hausse minimale de 10 % du PIB [...]. La hausse de recettes publiques correspondante (4,2 points de PIB) résoudrait à elle seule le déficit des administrations publiques ou presque », et ramènerait notre taux de prélèvements obligatoires (actuellement à 46,1 % du PIB, un record mondial) vers un niveau proche de la moyenne de la zone euro (41,9 %). Eurêka ! Travailler autant que nos voisins, fallait y penser !

Basée sur des calculs de Patrick Arthus, une telle perspective devrait faire jubiler tous les patriotes de France et de Navarre car elle prouve que la situation est grave, mais pas désespérée. Cédric Argenton reste pourtant sceptique. Il doute qu'une France profondément divisée puisse retrouver l'unité nécessaire pour relever un tel défi.

La réforme des retraites d'Emmanuel Macron – contestée par une majorité des Français – n'avait-elle pas pour objectif, entre autres, d'augmenter le taux d'emploi des seniors ? S'y ajoute désormais la composition de la nouvelle Assemblée nationale dans laquelle au moins deux tiers des députés se disent [en faveur de l'abrogation pure et simple](#) d'une réforme pourtant indispensable.

Ingénuité économique

Hélas, l'excellente analyse du sous-emploi français proposée par Cédric Argenton a toutes les chances de tomber dans les oreilles sourdes de millions de citoyens déterminés à défendre le système social français quoi qu'il en coûte. Ce peuple économiquement ingénu ne comprend pas pourquoi ce qui a si bien marché pendant 50 ans ne marcherait pas demain. À savoir un modèle économique qui, selon l'auteur, « est celui du soutien permanent de la demande des ménages à l'aide de dépenses publiques contractées à crédit ». La dette ? On n'en a cure, l'État ne peut pas faire faillite !

Qui expliquera aux Français que c'est grâce aux excédents des pays du Nord, Allemagne en tête, avec leurs taux d'emploi élevés et leur bonne gestion des finances, que la France, à l'abri de la monnaie commune et sous le regard bienveillant de la Banque centrale européenne (BCE), a pu, pendant des années, dépenser comme si l'argent tombait du ciel ?

***Klaus Kinzler**, professeur de langue et de civilisation allemandes, est l'auteur de « [L'islamogauchisme ne m'a pas tué](#) » (éditions du Rocher, 2022).